Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Bosch-Venissieux-80-ans-de-savoirs-faire-de-competences-des-centaines-d-emplois

Bosch Vénissieux : 80 ans de savoirs faire, de compétences, des centaines d'emplois détruits en quelques années.

- Vénissieux -

Date de mise en ligne : samedi 18 juin 2016

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Après l'annonce en mars de l'arrêt de la dernière fabrication présente à Vénissieux début 2017, la direction du groupe Bosch vient d'annoncer un accord pour l'arrivée sur ce site d'une start-up qui envisage de développer la fabrication d'une chaudière « révolutionnaire ».

C'est ainsi l'affirmation de sa part qu'aucune nouvelle fabrication Bosch ne viendra.

Petite concession faite aux salariés la possibilité de laisser la fabrication existante jusqu'à fin 2017, officiellement pour permettre au nouvel arrivant de démarrer et faire la transition avec d'éventuels embauches. Démarrage qui devrait se faire lentement puisqu'il n'est prévu qu'une cinquantaine d'emplois d'ici à fin 2018.

En réalité permettre au PSE qui va être négocié d'arriver à son terme en douceur.

Concrètement cela veut dire qu'il n'y aura plus d'emploi productif Bosch sur le site, resterait une quarantaine d'emplois au bureau d'études et de recherches et quelques emplois indirects.



Si les choses reste en l'état en six ans Bosch aura donc mis à mort un site industriel fort de 80 ans d'existence. Fait disparaître de multiples savoirs faire, compétences et évidemment des centaines d'emplois. Début 2010 il y avait 840 salariés en CDI, une présence importante de contrats temporaires et bien sur des dizaines d'emplois induits (sous-traitance).

Cette situation n'a rien à voir avec une quelconque difficulté économique ou industrielle du groupe Bosch. Il explose ses chiffres, plus de 70 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2015, en constante augmentation. Un résultat positif de 5 milliards d'euros. La division diesel, dont dépend le site de Vénissieux, reste le fer de lance de l'activité automobile du groupe.

Rien à voir avec une baisse d'activité du groupe en France, le volume d'affaires dépasse les 3 milliards d'euros, et tant chez Renault que chez PSA, Bosch fourni plus de 70 % des systèmes d'injection diesel.

Non, cette situation c'est la résultante de décisions politiques prisent à la fin des années 90 avec l'ouverture des marchés vers les ex pays de l'est, l'adoption de l'euro comme monnaie unique, la concurrence libre et non faussée instaurée comme dogme incontournable à toute activité économique et industrielle.

Copyright © Le Vénissian

C'est la conséquence de décisions politiques qui ont vue les différents gouvernements en France tourner le dos à une véritable politique industrielle de développement et renoncer à peser dans les choix des entreprises. C'est notamment la déclaration de Lionel Jospin, alors 1er ministre, en septembre 1999, concernant un plan de licenciements chez Michelin « L'état ne peut pas tout ».

Depuis l'état accompagne les entreprises dans leurs décisions de destruction d'emploi. L'État, et des parlementaires comme Yves Blein (député PS de la circonscription dont dépend Vénissieux) qui a poussé à laisser Bosch tranquille et à chercher des solutions auprès d'éventuels investisseurs.

Lors d'une rencontre avec la CGT M. Blein a dit « On ne peut pas retenir quelqu'un contre sa volonté »
Dans le même temps en Allemagne le choix a été fait de pousser les investissements dans des pays comme la Tchéquie, la Hongrie, la Roumanie, la Pologne, mais aussi la Turquie, profitant ainsi d'un coût du travail plus faible et de compétences existantes, tout en maintenant une base industrielle forte sur son territoire.

C'est ce choix qu'a fait Bosch qui a maintenu à ce jour près de 100000 emplois en Allemagne et mis en concurrence ses sites dans des pays comme l'Espagne, le Portugal, la France, l'Angleterre avec des sites dans des pays à bas coût.

C'est encore cet écart de coût qui a été mis en avant pour justifier l'arrêt de la dernière fabrication à Vénissieux. La nous sommes en concurrence avec un site au Brésil dont le coût salarial serait égal à un tiers du coût salarial sur notre site.

Quand aux différentes propositions faites par les organisations syndicales pour ré-industrialiser le site avec des produits Bosch, la comparaison est notamment faite avec un site en Tchéquie dont le coût salarial est 35 % moins élevé que le notre.
Jamais la comparaison n'est faite avec des sites en Allemagne, qui pourtant fabriquent des produits que nous pourrions faire.

Dans la réalité Bosch a fait le choix de fermer le site de Vénissieux au milieu des années 2000, le processus a été long mais il arrive à son terme. Long parce-qu'il s'est heurté à une opposition forte des salariés et que malgré tout le groupe avait besoin du site, des compétences, pour terminer des fabrications.

Et ce n'est pas l'accord de diminution des coûts salariaux signé en 2004 par la CFDT et la CGC, remettant en cause notamment les 35 heures, ni la succession de mesures comme le CICE, le pacte de responsabilité, les lois Rebsamen, Macron, ou encore le projet de « loi travail », qui ont pu infléchir la décision du groupe de ne plus investir pour relancer l'emploi dans les pays d'Europe de l'ouest.

Copyright © Le Vénissian